

ST 12 – Penser le présent politique : autonomie ou aliénation ?

Antoine Chollet, Université de Lausanne, antoine.chollet@unil.ch

Ralph Weber, Universität Zürich, ralph.weber@uzh.ch

Matteo Gianni, Université de Genève, matteo.gianni@unige.ch

Les historiens ont depuis longtemps analysé la transformation du régime d'historicité qui signale l'entrée dans l'époque contemporaine. Qu'on décrive celle-ci comme un écart, pour ne pas dire un écartèlement, entre « espace d'expérience et horizon d'attente » (Koselleck), comme compression de l'espace-temps (Harvey) ou comme « basculement futurocentrique du temps » (Taguieff), on s'accorde pour dire que la philosophie et les grandes idéologies politiques font en quelque sorte entrer la flèche du temps dans les sociétés. Désormais, le temps sera orienté et irréversible. Ce régime d'historicité est resté valable, dans ses grandes lignes, jusqu'aux années 1960-70 environ. Associé aux différentes idéologies du progrès, il soutenait aussi bien les projets politiques réformistes ou révolutionnaires, visant des modèles de société à atteindre dans le futur, que ceux de leurs adversaires, qui souhaitaient le rétablissement d'anciennes institutions, mais ne pouvaient l'imaginer qu'au moyen d'une *contre-révolution*.

Depuis quelques décennies en revanche, il semble que cette référence au futur ait disparu des discours politiques. On ne compte plus les textes – scientifiques ou non – qui cherchent à analyser cette transformation, pour s'en réjouir ou, plus fréquemment, s'en lamenter. La période contemporaine aurait remplacé les références rassurantes au futur par l'« accélération » (Scheuermann, Rosa), le « présentisme » (Hartog), le « monde incertain » (Callon, Lascoumes, Barthe), l'urgence ou la catastrophe (innombrables références ces dernières années). Or ces transformations du « régime d'historicité » contemporain posent surtout, à notre sens, la question du *présent politique* et de sa définition. C'est celle-ci que nous souhaiterions interroger dans cette section thématique, à partir de perspectives différentes, à la fois théoriques, politiques, sociologiques, anthropologiques et historiques. Cette question en ouvre également d'autres, concernant la nature du passé et du futur et les rapports qu'une société peut établir avec eux, ou la possibilité d'une action politique autonome dans le présent.

L'avènement du présent comme moment principal de la temporalité, succédant à cette place au futur des idéologies du progrès et au passé de la tradition, est bien souvent décrit dans les termes les plus négatifs. Oubli du passé, mise à l'encan des traditions et amnésie généralisée d'une part, incapacité à se projeter dans le futur, disparition des projets de transformation de la société, évacuation d'un long terme devenu unimaginable d'autre part, la relégation du passé et du futur est assez unanimement dénoncée, et généralement identifiée à une forme plus ou moins grave d'aliénation. Or cette condamnation nous paraît être trop rapide et omettre plusieurs éléments importants.

Pour commencer, il n'y a pas qu'un seul présent, mais une *multiplicité de rapports possibles* au présent. Celui-ci peut avoir une certaine épaisseur, porter des projets politiques distincts, intégrer différents groupes, ouvrir des possibilités d'action variées, etc. Retrouver, dans l'histoire de la pensée politique, quelques-unes des nombreuses définitions du présent paraît dès lors constituer un projet de recherche essentiel. Ensuite, la centralité du présent ne

signifie pas nécessairement la disparition ou la négation des autres dimensions de la temporalité. Elle n'équivaut pas dès lors à une sorte de présent « solipsiste », qui en dernière analyse se révèle toujours absurde. Il faudrait d'ailleurs questionner le constat d'un présentisme généralisé dressé par certains historiens et sociologues. Ce n'est pas parce que *certaines* conceptions du futur se sont estompées que toute référence à ce dernier aurait disparu. Il en est de même pour le passé. Enfin, on aurait tort d'oublier que le régime politique qui a dû affronter le plus souvent l'accusation de « présentisme » est la démocratie. La critique est à vrai dire aussi vieille que cette dernière puisqu'on la trouve déjà en Grèce ancienne, ce qui devrait nous conduire à nous interroger plus longuement sur le rapport entre présent et démocratie. On peut tout aussi bien contester l'accusation et montrer que la démocratie se soucie du passé et du futur que l'accepter, à condition de redéfinir le présent en des termes qui, précisément, en font le « lieu » de l'autonomie individuelle et collective.

Ce sont ces questions, entre autres, que nous souhaiterions examiner dans le cadre de cette section thématique, en insistant sur le caractère nécessairement interdisciplinaire de la démarche.

Bibliographie

Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain*, Paris, Le Seuil, 2001.

François Dosse, *Renaissance de l'événement*, Paris, PUF, 2010.

François Hartog, *Régimes d'historicité*, Paris, Le Seuil, 2003.

David Harvey, *The Condition of Postmodernity*, Malden, Blackwell, 1990.

Reinhart Koselleck, *Le futur passé*, Paris, EHESS, 1990.

Hartmut Rosa, *Accélération*, Paris, La Découverte, 2010.

Henry Rousso, *La dernière catastrophe*, Paris, Gallimard, 2012.

Pierre-André Taguieff, *L'effacement de l'avenir*, Paris, Galilée, 2000.